

Clarifier le débat sur la notion d'empowerment

Fabrizio Cantelli
Coordinateur de la LUSS

On aurait tort de ne pas réfléchir à ce que signifie la notion d'empowerment. Cette notion est de plus en plus présente dans les textes, notamment au sein des hôpitaux, des administrations, des services d'étude ou dans les organisations internationales. Cet article reste modeste au regard de l'ampleur des discussions. Toutefois, il pose quelques éléments de clarification dans un contexte flou où le sens des mots a son importance. Tous les usages de la notion ne sont pas équivalents. Certaines initiatives, bien que défendues au nom de l'empowerment, se caractérisent par une approche sans référence au renforcement des capacités, individuelles et collectives, des patients. Utiliser la notion d'empowerment dans un sens gestionnaire pour responsabiliser les patients, voilà un malentendu, une confusion qui nous gêne et nous indigne. Pourquoi? Nous proposons quatre pistes de réflexion.

« renforcer le pouvoir des patients ne peut s'opérer que par le biais d'un apprentissage collectif où les groupes, les organisations et les acteurs associatifs jouent un rôle majeur. Une réelle intégration de leur perception et définition permettrait une vision plus riche de l'empowerment. »

1. Parce que l'histoire même de la notion d'empowerment est riche d'enseignements. C'est dans le contexte des années 1960-1970 que la notion d'empowerment a été utilisée par des figures engagées, comme Barbara Solomon, dans les mouvements féministes et antiracistes aux Etats-Unis sans oublier le pédagogue brésilien Paulo Freire. La dimension civique est donc indissociable de l'empowerment, ce qui reste largement négligé dans les approches managériales actuelles. Nier cet héritage démocratique conduit à penser les capacités et les pouvoirs des patients sans cohérence forte et en rupture avec la mémoire d'une telle notion.

2. Parce que la notion d'empowerment, considérée aujourd'hui dans un sens gestionnaire, valorise fortement la dimension individuelle (self-empowerment) en perdant de vue la dimension collective. Or, renforcer le pouvoir des patients ne peut s'opérer que par le biais d'un apprentissage collectif où les groupes, les organisations et les acteurs associatifs jouent un rôle majeur. Les associations de patients sont de plus en plus considérées comme favorisant l'empowerment et elles sont embarquées dans le mouvement. Une réelle intégration de leur perception et définition permettrait une vision plus riche de l'empowerment. Plus largement, la reconnaissance des associations de patients est une question politique importante pour conduire une stratégie de renforcement des patients sur un plan plus collectif.

3. Parce que la notion d'empowerment semble aujourd'hui synonyme de responsabilisation individuelle du patient, faisant référence à des devoirs, des obligations et des injonctions. Soit le contraire d'une conception plus civique de l'empowerment. Cela revient à une compliance médicale déguisée. Renforcer le pouvoir du patient demande plutôt de prendre au sérieux ce qui l'aide et l'équipe concrètement dans ses relations avec le monde médical. Une telle réflexion sur une relation de soins équilibrée peut se traduire par des espaces « information », par des forums citoyens, par l'intégration d'associations dans des groupes de travail et par le renforcement des services et dispositifs essentiels et trop méconnus.

4. Parce que la notion d'empowerment est accompagnée par une approche gestionnaire prônant le désengagement de l'Etat dans les politiques de santé, ce qui est en contradiction totale avec l'esprit civique initial. Cette manière de voir rime avec réduction des coûts, fragilisation des professions de la santé et appauvrissement de la relation de soins. Et cela inquiète tant les patients que les professionnels de santé. Si une telle approche semble favorisée par la crise économique actuelle, elle ne renforce ni la qualité des soins ni les conditions d'organisation des soins de santé ; elle ne suscite pas un renforcement des capacités individuelles et collectives des patients.